

IT/GB-Sp1/21/Report

***PREMIÈRE SESSION
EXTRAORDINAIRE DE
L'ORGANE DIRECTEUR DU
TRAITÉ INTERNATIONAL
SUR LES RESSOURCES
PHYTOGÉNÉTIQUES POUR
L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE***

7 décembre 2021

IT/GB-Sp1/21/Report

**RAPPORT DE LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANE
DIRECTEUR DU TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES
PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Décembre 2021

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET
L'AGRICULTURE**

2021

Les documents de la première session extraordinaire de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture peuvent être consultés en ligne, à l'adresse www.fao.org/plant-treaty.

Il est également possible de se les procurer en contactant:

Le Secrétariat du Traité international sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau du changement climatique, de la biodiversité et de l'environnement

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

00153 Rome (Italie)

Courriel: PGRFA-Treaty@fao.org

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

© FAO, 2021

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

**RAPPORT DE LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANE
DIRECTEUR DU TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES
PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> |
|---|--------------------|
| Introduction | 1-2 |
| Ouverture de la session | 3-6 |
| Adoption de l'ordre du jour | 7-9 |
| Questions d'organisation | 10-12 |
| Budget <i>provisoire</i> pour l'année 2022 | 13-14 |
| Date et lieu de la neuvième session ordinaire | 15-16 |
| Adoption du rapport | 17 |

Appendices

- A. Ordre du jour de la première session extraordinaire de l'Organe directeur
- B. Budget *provisoire* pour l'année 2022

RAPPORT DE LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ORGANE DIRECTEUR DU TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

1. La première session extraordinaire de l'Organe directeur du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture s'est tenue le 7 décembre 2021. On trouvera la liste des délégués et des observateurs inscrits sur le site web du Traité international.
2. La première session extraordinaire a été convoquée en vertu des dispositions de l'article 19 du Traité international. En raison de la pandémie de covid-19 et des préoccupations et contraintes liées à la santé publique qui en découlent, la réunion s'est déroulée à distance, compte tenu des indications données par le Bureau de la neuvième session.

OUVERTURE DE LA SESSION

3. M^{me} Yasmina El Bahloul, Présidente de la neuvième session de l'Organe directeur, a souhaité la bienvenue aux participants et a ouvert la première session extraordinaire.
4. Dans ses observations liminaires, la Présidente a rappelé que le contexte exceptionnel de la pandémie de covid-19 avait conduit au report de la neuvième session de l'Organe directeur à mai 2022, et a précisé que la session extraordinaire avait pour objet d'adopter un budget *provisoire* pour 2022. Elle a fait observer qu'il était essentiel d'adopter ce budget pour permettre aux organes et au Secrétariat du Traité international de poursuivre leurs activités. M^{me} El Bahloul a remercié les autres membres du Bureau de la neuvième session pour leur engagement et leur participation constructive, ainsi que le Secrétariat pour son efficacité tout au long de l'exercice 2020-2021 malgré les énormes difficultés qui se sont présentées. Elle a également remercié la direction de la FAO, et en particulier le Bureau juridique et les services de conférence, pour leur soutien efficace à l'organisation de la session extraordinaire.
5. M^{me} Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe de la FAO, a fait des observations liminaires. Elle a souhaité la bienvenue au Mozambique et au Soudan du Sud, nouvelles parties contractantes au Traité international depuis la huitième session. Notant que le 3 novembre avait marqué le vingtième anniversaire de l'adoption du Traité international par la Conférence de la FAO, M^{me} Semedo a souligné combien les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture étaient un atout majeur pour la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires, et restaient essentielles pour atteindre les objectifs de développement durable liés à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la nutrition, aux systèmes de production alimentaire durables et à l'adaptation au changement climatique. Elle a fait observer que la mise en œuvre effective du Traité international contribuerait à la réalisation des principales résultantes du *Plan d'action 2021-2023 pour la mise en œuvre de la Stratégie de la FAO relative à l'intégration de la biodiversité dans tous les secteurs de l'agriculture*. Elle a réaffirmé l'engagement actuel de la FAO à l'égard du Traité international, que l'Organisation considère comme un instrument phare de la coopération multilatérale, qui réunit les différentes parties prenantes dans un cadre opérationnel commun pour la gestion de la diversité des cultures.

6. M. Kent Nnadozie, Secrétaire de l'Organe directeur, a présenté un bref aperçu des activités intersessions menées pendant l'exercice biennal par les organes subsidiaires, qui ont continué de travailler conformément à leurs mandats respectifs. Il s'agissait de dix réunions officielles des organes subsidiaires, auxquelles s'ajoutaient plusieurs réunions d'information et d'autres travaux préparatoires. M. Nnadozie a également passé en revue les activités de réponse à la covid-19 qu'il a coordonnées selon les indications du Bureau de la neuvième session: deux enquêtes et une analyse sur les effets de la pandémie, trois webinaires techniques sur les nouveaux thèmes prioritaires et les initiatives de suivi qui en découlent dans le domaine de la cryoconservation, et la gestion administrative des projets du Fonds fiduciaire pour le partage des avantages. M. Nnadozie a remercié la Présidente et les autres membres du Bureau de la neuvième session pour leurs précieux conseils qui ont permis de diriger les activités des organes du Traité international dans ce contexte exceptionnel. Il a également exprimé sa gratitude à tous les participants aux réunions des organes subsidiaires et aux autres événements organisés par le Secrétariat au cours de l'exercice biennal, pour la souplesse dont ils ont fait preuve s'agissant de s'adapter aux modalités d'organisation en ligne et pour leur volonté de mener à bien les travaux, et a remercié son personnel d'avoir assuré les fonctions de maintien.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

7. L'Organe directeur a confirmé que la session à distance constituait une session officielle. Il a également confirmé que ses règles et pratiques habituelles s'appliqueraient, sauf dans la mesure où une règle ou une pratique serait incompatible avec l'organisation à distance et/ou ne pourrait être suivie en raison de circonstances exceptionnelles, auquel cas la règle ou pratique serait suspendue au cas par cas.

8. L'Organe directeur a adopté les *Procédures spéciales relatives à la tenue de la première session extraordinaire de l'Organe directeur*, qui figurent en annexe au document IT/GB-Sp1/21/1.2, et a convenu que ces procédures spéciales et les modalités de travail modifiées ne constitueraient un précédent ni pour ses méthodes de travail ni pour celles d'un quelconque organe subsidiaire.

9. L'Organe directeur a adopté l'ordre du jour de la première session extraordinaire de l'Organe directeur, qui figure à l'*appendice A*.

QUESTIONS D'ORGANISATION

10. L'Organe directeur a confié la fonction de rapporteur à M^{me} Christine Dawson (États-Unis d'Amérique).

11. L'Organe directeur a noté que des observateurs avaient demandé à assister à la première session extraordinaire et s'est félicité de leur participation.

12. L'Organe directeur a confirmé la délégation au Bureau de la neuvième session des fonctions de la Commission de vérification des pouvoirs pour la première session extraordinaire. La Présidente a expliqué que les pouvoirs présentés par les parties contractantes pour leur participation à la première session extraordinaire avaient été examinés par le Bureau de la neuvième session. Elle a indiqué que 85 pouvoirs valides avaient été reçus.

BUDGET *PROVISOIRE* POUR L'ANNÉE 2022

13. L'Organe directeur a examiné ce point de l'ordre selon la procédure de correspondance décrite dans les procédures spéciales. La Présidente a présenté des conclusions succinctes concernant ce point, pour examen par l'Organe directeur.

14. L'Organe directeur a adopté la résolution intitulée *Budget provisoire pour l'année 2022*, qui figure à l'*appendice B*.

DATE ET LIEU DE LA NEUVIÈME SESSION ORDINAIRE

15. L'Organe directeur a pris note des dates actuellement retenues pour la neuvième session, du 9 au 14 mai 2022, et a remercié le Gouvernement indien de toujours vouloir accueillir cette session.

16. L'Organe directeur a pris note des dispositions prises pour que la neuvième session soit organisée en présentiel et a demandé au Bureau, en consultation avec le Gouvernement hôte et le Secrétaire, de continuer à suivre les préparatifs et de prendre les mesures nécessaires compte tenu de la pandémie de covid-19.

ADOPTION DU RAPPORT

17. L'Organe directeur a adopté son rapport ainsi que la résolution qui figure à l'*appendice B*.

APPENDICE A

**ORDRE DU JOUR DE LA PREMIÈRE SESSION EXTRAORDINAIRE DE
L'ORGANE DIRECTEUR**

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Questions d'organisation
3. Budget *provisoire* pour l'année 2022
4. Adoption du rapport

APPENDICE B

RÉSOLUTION GB-Sp1/2021**BUDGET PROVISOIRE POUR L'ANNÉE 2022**

L'ORGANE DIRECTEUR,

Rappelant la résolution 14/2019 relative au Programme de travail et budget 2020-2021, dans laquelle il a adopté le budget administratif de base pour l'exercice biennal 2020-2021 et a demandé au Secrétaire de soumettre un projet de programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2022-2023 pour examen par l'Organe directeur à sa neuvième session,

Considérant que la neuvième session de l'Organe directeur a été reportée au mois de mai 2022 en raison des difficultés posées par la pandémie mondiale de covid-19,

Notant qu'il était par conséquent nécessaire de prendre des dispositions pour assurer la continuité des activités du Traité international et des fonctions de l'Organe directeur et de son Secrétariat, ainsi que pour permettre aux Parties contractantes de régler leurs contributions en 2022,

Prenant acte du fait que, conformément aux modalités convenues par le Bureau de la neuvième session de l'Organe directeur, les Parties contractantes ont adressé des questions ou demandé des précisions au Secrétaire sur le projet de budget provisoire avant la tenue de la session extraordinaire,

Reconnaissant le caractère exceptionnel des circonstances liées à la pandémie,

1. **Adopte** le budget provisoire du Traité international pour l'année 2022, tel qu'il figure à l'*annexe 1* de la présente résolution, pour permettre la poursuite de l'exécution de toutes les fonctions prévues aux articles 19 et 20 du Traité international;
2. **Adopte** le barème indicatif des contributions volontaires, tel qu'il figure à l'*annexe 2* de la présente résolution, conformément à l'alinéa b) du premier paragraphe de l'article V des Règles de gestion financière du Traité international;
3. **Note** avec préoccupation que les Parties contractantes qui contribuent au budget administratif de base restent peu nombreuses, et **demande** à toutes les Parties contractantes de redoubler d'efforts pour verser les ressources nécessaires au budget provisoire, tout en soulignant la nécessité pour le Secrétariat de trouver des sources d'économies pour assurer la conduite des opérations en cette période d'incertitude;
4. **Prend note** de la contribution prévisionnelle d'un montant de 2 millions d'USD proposée par la FAO pour l'exercice biennal 2022-2023;
5. **Affirme** que l'adoption du budget provisoire ne préjuge en rien du budget définitif qui sera approuvé par l'Organe directeur à sa neuvième session, lequel intégrera le budget provisoire, tel qu'il pourrait avoir été modifié, et tiendra compte des éventuels faits nouveaux pertinents qui pourraient s'être produits après l'adoption du budget provisoire;
6. **Demande** au Secrétaire de prendre en considération la présente résolution lors de l'élaboration d'un projet de programme de travail et budget pour l'exercice biennal 2022-2023.

Annexes à la résolution:

Annexe 1: Budget provisoire pour l'année 2022

Annexe 2: Barème indicatif des contributions

Annexe 1**Budget provisoire pour les fonctions de maintien du Traité en 2022**

| Articles du Traité | 19 et 20 |
|---|------------------|
| Document de référence de l'Organe directeur | - |
| | Dépenses, en USD |
| A. Ressources humaines | |
| A.1 Postes permanents | |
| Conformément au tableau approuvé des effectifs du Secrétariat | 2 365 824 |
| <i>D1 (Secrétaire du Traité)</i> | 249 528 |
| <i>P5 (Secrétaire adjoint et fonctionnaire technique principal, politiques et gouvernance)</i> | 243 389 |
| <i>P4 (fonctionnaire chargé de programme, programme et gestion)</i> | 191 328 |
| <i>P4 (fonctionnaire technique, fonctionnement du Système multilatéral, établissement de rapports et Système mondial d'information)</i> | 206 633 |
| <i>P4 (fonctionnaire technique, Système multilatéral, appui juridique et appui aux politiques, et application)</i> | 206 633 |
| <i>P4 (fonctionnaire technique, Stratégie de financement, élaboration des projets et partenariats stratégiques)</i> | 103 316 |
| <i>P4 (fonctionnaire technique, liaison avec la CDB, le CGIAR et d'autres organisations)</i> | 206 633 |
| <i>P3 (fonctionnaire technique, appui à la Stratégie de financement)</i> | 169 673 |
| <i>P3 (fonctionnaire technique, appui aux opérations des systèmes)</i> | 169 673 |
| <i>P3 (fonctionnaire technique, appui à la mise en œuvre et renforcement des capacités)</i> | 169 673 |
| <i>G6 (commis d'appui administratif)</i> | 133 268 |
| <i>G5 (commis d'appui aux réunions)</i> | 110 292 |
| <i>G5 (secrétaire)</i> | 110 292 |
| <i>G4 (commis)</i> | 95 496 |
| A.3 Dépenses de consultants | 237 195 |
| Maintien du Traité et réunion statutaire connexe | 154 575 |
| Communications et questions connexes | 82 620 |
| Total A. Ressources humaines | 2 603 019 |
| B. Réunions – Organes statutaires | |
| B.1 Organe directeur (financement de la dixième session) | 360 000 |
| <i>Consultants</i> | 25 000 |
| <i>Contrats</i> | 30 000 |
| <i>Personnel recruté localement et heures supplémentaires</i> | 12 500 |
| <i>Voyages (Secrétariat et interprètes)</i> | 60 000 |
| <i>Achat de matériel fongible</i> | 3 500 |
| <i>Dépenses générales de fonctionnement</i> | 2 500 |
| <i>Dépenses générales – services communs externes</i> | 1 500 |
| <i>Dépenses générales – services communs internes (interprétation, traduction et impression)</i> | 225 000 |
| B.2 Bureau | 12 500 |
| B.3 Comité d'application | 20 000 |
| B.4 Comité permanent sur la Stratégie de financement et la mobilisation de ressources | 20 000 |
| B.5 Dépenses de représentation pour les réunions des organes statutaires | 5 000 |
| Total B. Réunions | 417 500 |

| | |
|---|------------------|
| C. Autres dépenses | |
| C.1 Frais de mission du personnel | 150 000 |
| C.2 Publications et communication | 32 500 |
| C.3 Fournitures et équipements | 12 500 |
| C.4 Contrats | - |
| <i>Hébergement du serveur ATTM par le Centre international de calcul</i> | 11 000 |
| <i>Hébergement du serveur du Système mondial d'information par la FAO, et hébergement et maintenance du site internet</i> | 21 250 |
| C.5 Formation du personnel | 12 500 |
| C.6 Divers | 10 000 |
| Total C. Autres dépenses | 249 750 |
| Total A + B + C | 3 270 269 |
| D. Dépenses générales de fonctionnement (4 % de A + B + C) | 130 811 |
| | |
| Budget de fonctionnement | 3 401 080 |
| E. Dépenses d'appui (6 % du budget de fonctionnement hors contribution de la FAO) | 144 065 |
| Budget administratif de base | 3 545 144 |
| F. Contribution de la FAO pour 2022 (C 2021/3, par. 60) | 1 000 000 |
| Solde devant être financé par les Parties contractantes | 2 545 144 |

Annexe 2

**BARÈME INDICATIF DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES POUR
LES ANNÉES CIVILES 2022 ET 2023**

(avec, pour comparaison, le barème 2020-2021)

| Partie contractante | Barème¹ 2022-2023 | Barème² 2020-2021 |
|---------------------------------|---|---|
| Afghanistan | 0,009 % | 0,009 % |
| Albanie | 0,011% | 0,011% |
| Algérie | 0,182% | 0,182% |
| Allemagne | 8,027% | 8,028% |
| Angola | 0,013% | 0,013% |
| Antigua-et-Barbuda | 0,003% | 0,003% |
| Arabie saoudite | 1,545% | 1,545% |
| Argentine | 1,206% | 1,206% |
| Arménie | 0,009 % | 0,009 % |
| Australie | 2,912% | 2,913% |
| Autriche | 0,892% | 0,892% |
| Bangladesh | 0,013% | 0,013% |
| Belgique | 1,082% | 1,082% |
| Bénin | 0,004% | 0,004% |
| Bhoutan | 0,001% | 0,001% |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,021% | 0,021% |
| Bésil | 3,886% | 3,887% |
| Bulgarie | 0,061% | 0,061% |
| Burkina Faso | 0,004% | 0,004% |
| Burundi | 0,001% | 0,001% |
| Cambodge | 0,008% | 0,008% |
| Cameroun | 0,017% | 0,017% |
| Canada | 3,603% | 3,604% |
| Chili | 0,536% | 0,536% |
| Chypre | 0,047% | 0,047% |
| Congo (République du) | 0,008% | 0,008% |
| Costa Rica | 0,082% | 0,082% |
| Côte d'Ivoire | 0,017% | 0,017% |
| Croatie | 0,101% | 0,101% |
| Cuba | 0,105% | 0,105% |
| Danemark | 0,730% | 0,730% |
| Djibouti | 0,001% | 0,001% |
| Égypte | 0,245% | 0,245% |
| El Salvador | 0,016% | 0,016% |
| Émirats arabes unis | 0,812% | 0,812% |
| Équateur | 0,105% | 0,105% |

¹ Barème indicatif des contributions pour 2022-2023 établi sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU pour 2019-2021 tel qu'adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies (résolution 73/271 du 22 décembre 2018).

² Barème indicatif des contributions pour 2020-2021 établi sur la base du barème des quotes-parts de l'ONU pour 2019-2021 tel qu'adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies (résolution 73/271 du 22 décembre 2018).

| Partie contractante | Barème¹ 2022-2023 | Barème² 2020-2021 |
|--------------------------------|---|---|
| Érythrée | 0,001% | 0,001% |
| Espagne | 2,828% | 2,829% |
| Estonie | 0,051% | 0,051% |
| Eswatini | 0,003% | 0,003% |
| États-Unis d'Amérique | 22,000% | 22,000% |
| Éthiopie | 0,013% | 0,013% |
| Fidji | 0,004% | 0,004% |
| Finlande | 0,555% | 0,555% |
| France | 5,835% | 5,836% |
| Gabon | 0,020% | 0,020% |
| Géorgie | 0,011% | 0,011% |
| Ghana | 0,020% | 0,020% |
| Grèce | 0,482% | 0,482% |
| Guatemala | 0,047% | 0,047% |
| Guinée | 0,004% | 0,004% |
| Guinée-Bissau | 0,001% | 0,001% |
| Guyana | 0,003% | 0,003% |
| Honduras | 0,012% | 0,012% |
| Hongrie | 0,271% | 0,272% |
| Îles Cook | 0,001% | 0,001% |
| Îles Marshall | 0,001% | 0,001% |
| Inde | 1,099% | 1,099% |
| Indonésie | 0,716% | 0,716% |
| Iran (République islamique d') | 0,524% | 0,525% |
| Iraq | 0,170% | 0,170% |
| Irlande | 0,489% | 0,489% |
| Islande | 0,037% | 0,037% |
| Italie | 4,359% | 4,360% |
| Jamaïque | 0,011% | 0,011% |
| Japon | 11,287% | 11,289% |
| Jordanie | 0,028% | 0,028% |
| Kenya | 0,032% | 0,032% |
| Kirghizistan | 0,003% | 0,003% |
| Kiribati | 0,001% | 0,001% |
| Koweït | 0,332% | 0,332% |
| Lesotho | 0,001% | 0,001% |
| Lettonie | 0,062% | 0,062% |
| Liban | 0,062% | 0,062% |
| Libéria | 0,001% | 0,001% |
| Libye | 0,039% | 0,040% |
| Lituanie | 0,094% | 0,094% |
| Luxembourg | 0,088% | 0,088% |
| Madagascar | 0,005% | 0,005% |
| Malaisie | 0,449% | 0,449% |
| Malawi | 0,003% | 0,003% |
| Maldives | 0,005% | 0,005% |
| Mali | 0,005% | 0,005% |
| Malte | 0,022% | 0,022% |

| Partie contractante | Barème¹ 2022-2023 | Barème² 2020-2021 |
|---|---|---|
| Maroc | 0,072% | 0,072% |
| Maurice | 0,014% | 0,014% |
| Mauritanie | 0,003% | 0,003% |
| Mongolie | 0,007% | 0,007% |
| Monténégro | 0,005% | 0,005% |
| Mozambique | 0,005% | |
| Myanmar | 0,013% | 0,013% |
| Namibie | 0,012% | 0,012% |
| Népal | 0,009 % | 0,009 % |
| Nicaragua | 0,007% | 0,007% |
| Niger | 0,003% | 0,003% |
| Norvège | 0,994% | 0,994% |
| Oman | 0,152% | 0,152% |
| Ouganda | 0,011% | 0,011% |
| Pakistan | 0,152% | 0,152% |
| Palaos | 0,001% | 0,001% |
| Panama | 0,059% | 0,059% |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 0,013% | 0,013% |
| Paraguay | 0,021% | 0,021% |
| Pays-Bas | 1,787% | 1,787% |
| Pérou | 0,200% | 0,200% |
| Philippines | 0,270% | 0,270% |
| Pologne | 1,057% | 1,057% |
| Portugal | 0,461% | 0,461% |
| Qatar | 0,372% | 0,372% |
| République arabe syrienne | 0,014% | 0,014% |
| République centrafricaine | 0,001% | 0,001% |
| République de Corée | 2,988% | 2,988% |
| République de Moldova | 0,004% | 0,004% |
| République démocratique du Congo | 0,013% | 0,013% |
| République démocratique populaire lao | 0,007% | 0,007% |
| République populaire démocratique de Corée | 0,008% | 0,008% |
| République-Unie de Tanzanie | 0,013% | 0,013% |
| Roumanie | 0,261% | 0,261% |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 6,020% | 6,021% |
| Rwanda | 0,004% | 0,004% |
| Sainte-Lucie | 0,001% | 0,001% |
| Samoa | 0,001% | 0,001% |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,001% | 0,001% |
| Sénégal | 0,009 % | 0,009 % |
| Serbie | 0,037% | 0,037% |
| Seychelles | 0,003% | 0,003% |
| Sierra Leone | 0,001% | 0,001% |
| Slovaquie | 0,202% | 0,202% |
| Slovénie | 0,100% | 0,100% |
| Soudan | 0,013% | 0,013% |

| Partie contractante | Barème¹ 2022-2023 | Barème² 2020-2021 |
|--|---|---|
| Soudan du Sud | 0,008% | - |
| Sri Lanka | 0,058% | 0,058% |
| Suède | 1,194% | 1,194% |
| Suisse | 1,517% | 1,517% |
| Tchad | 0,005% | 0,005% |
| Tchéquie | 0,410% | 0,410% |
| Togo | 0,003% | 0,003% |
| Tonga | 0,001% | 0,001% |
| Trinité-et-Tobago | 0,053% | 0,053% |
| Tunisie | 0,033% | 0,033% |
| Turquie | 1,807% | 1,807% |
| Tuvalu | 0,001% | 0,001% |
| Uruguay | 0,115% | 0,115% |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,960% | 0,960% |
| Yémen | 0,013% | 0,013% |
| Zambie | 0,012% | 0,012% |
| Zimbabwe | 0,007% | 0,007% |
| | 100,000% | 100,00% |